



**FORMULAIRE POUR LE RAPPORT FINAL
POUR
LE PROJET SOUTENU PAR LAWACC**

Ce document est désigné pour le rapport final du projet. Il consiste de 2 parties: a) Rapport Narratif; b) Rapport Financier.

Vous devrez faire référence à votre Formulaire de Demande, le Contrat avec la WACC, et votre relevé de compte bancaire lorsque vous complétez ce formulaire. Nous vous prions de le renvoyer ainsi que les documents et matériels d'appui à la WACC. Répondez aux questions aussi complètement que possible.

LE RAPPORT NARRATIF

1. Titre du projet: (comme il apparait dans le contrat)	Projet d'éducation citoyenne Pour la Paix et la Dignité dans le Territoire de Fizi en République Démocratique du Congo
2. Numéro de référence du projet: (comme il apparait dans le contrat)	XA06-08
3. Nom complet de l'initiateur du projet:	Fédération de Femmes Pour la Paix et Le Développement (FEPADE)
4. Adresse complète:	FEPADE B.P: 3621 Bujumbura II Burundi Siège social : Kazimia Territoire : Fizi, Région : Sud – Kivu en République Démocratique du Congo
5. Nom du pays:	Démocratique République du Congo (RDC)
6. Période où le projet a été exécuté: (from month/year to month/year)	Juillet, 2007 au Juillet, 2008
7. Subvention reçue pour le projet:	Montant en monnaie locale: 4281300 CDF (Franc Congolais) Montant en Euros (encerclez): 6030
8. Date(s) de réception de la subvention pour le projet: (comme sur votre relevé bancaire)	02 Aout, 2007

9. Activités

9.1 Si le projet est un atelier, un séminaire ou une consultation, attachez la liste des participants, les sujets/thèmes des exposés et tout rapport, déclaration ou livre publié. Et le nombre de bénéficiaires.

Le Projet d'éducation citoyenne pour la Paix et la Dignité dans le Territoire de Fizi en République Démocratique du Congo (RDC) a duré 12 mois allant de Juillet 2007 au Juillet 2008 et ses activités réalisées se sont effectuées dans trois domaines à savoir :

- Formation à la non violence active
- Formation à la démocratie et bonne gouvernance
- Formation à la décentralisation et la gestion des entités de base

Les réalisations des activités de ce projet ont été exécutées dans la zone (le territoire) de Fizi visant à éveiller la conscience et former les 30 leaders de 9 groupements de différents villages de la zone pour la gestion des entités administratives, contribuer à la promotion de la culture de la non violence active et de la paix d'une société citoyenne et républicaine éprise de la dignité humaine aux droits de la personne.

Les séminaires de formation ont été entièrement organisés par la FEPADE et vous trouverez en bref le rapport d'activités, le contenu global de chacune formation et quelques images photographiques de séminaristes.

Tout au long de ce projet, la FEPADE a organisé **3 sessions de la formation** dont 1 formation à Kazimia, 1 formation à Baraka et 1 formation à Fizi Centre et les bénéficiaires ont fait preuve de beaucoup de motivation et d'intéressement. Ils ont été assidus, ponctuels et très attentionnés par les thèmes de la formation et ils ont finalement recommandé les formations de recyclage sur base de thèmes étudiés. Les mécanismes de suivi réguliers avaient été planifiés communément et par consentement entre la coordination de la FEPADE, les formateurs et bénéficiaire, dans l'objectif de se rendre compte que la population aura de changement à court terme, moyen terme et à long terme au sujet de thèmes développés et étudiés au cours de la formation de ce projet par les séminaristes. De ce point. Un comité de pilotage a été mis en place pour assurer un suivi permanent auprès de la clientèle cible en ce qui concerne le transfert de connaissance et compétence spéciale et générale liée aux différentes formations de ce projet à travers les bénéficiaires et la population générale en besoin.

Ce rapport éclaire trois derniers thèmes clés, dispensés par les formateurs durant les formations organisées par la FEPADE dans une intervalle de 12 mois de l'enseignement professionnel supérieur pour la mise en niveau et renforcement de la capacité de leaders de la Zone de Fizi par l'introduction de nouvelles connaissances structurelles et organisationnelles pour gérer pacifiquement la population à la base et éviter les conflits stériles.

Le rapport de la FEPADE souligne que les séminaristes de la formation professionnelle ont encore une marge de progrès pour accroître les flux de professionnalisme, améliorer l'encadrement et l'évaluation de la formation étudiée, et promouvoir la mobilité et le transfert de la connaissance acquise à la population avec toute gratuité éducative et du partage égal . et Ils devraient aussi prendre des mesures pour faire en sorte que les actions de professionnalisation soient pleinement intégrées à la formation au profit de la communauté ainsi que ses citoyennes et citoyens.

Parmi les points étudiés, Le rapport révèle également que le financement de **WACC-Canada** a facilité la FEPADE à réaliser ce projet et voici la description des thèmes développés par les formateurs et les images de participantes et participants.

1. Formation à la non violence active (FNVA):

La non-violence est une voie totalement différente, par laquelle on rejette tout usage de la violence aussi bien à niveau personnel que social. Ainsi la non-violence active, comme méthodologie d'action et comme attitude interne et externe en faveur de la vie.

Il ne s'agit en aucun cas de pacifisme, mais bien d'une prise de position dans les conflits.

- **La non-violence active** est :
 - une position éthique et morale face à la vie et une forme efficace de résolution de conflits sur le plan personnel et social.
 - est l'action de dénonciation permanente de toute forme de violence et de discrimination.
- **La non-violence active** promeut la participation active, l'autogestion, la solidarité, la communication directe, l'organisation, le respect de la diversité et le travail volontaire comme valeurs essentielles d'une nouvelle culture : la culture de la paix et de la non-violence active - et non passive, parce qu'activer la non-violence signifie poser des actes en opposition à toute manifestation de violence.

La formation de la non violence active consiste à :

- Dénoncer toute idée, tout procédé ou tout système qui génèrent de la violence et mobilisations et campagnes pour revendiquer ou proposer des solutions aux conflits sociaux, politiques, économiques et culturels. Et information de l'usage utilisations de ses outils de sensibilisation ont été enseignés (moyens : journal, émission de radio, communiqué de presse, marche, tracs, manifestations, pétitions....).
- Sensibiliser et former les séminaristes/ participants à la non-violence : comment ne pas subir la violence ? comment ne pas être violent soi-même ? comment transformer le milieu violent qui nous entoure ? (conférences, séminaires, ateliers, colloques dans les écoles, universités, hôpitaux, les quartiers, au sein des familles, parcs, jardins, café rencontres etc....).
- Soutenir des activités qui ouvrent des espaces d'expression et de communication directe, qui développent la solidarité, la tolérance, pardon mutuel et un style de vie basé sur la non-violence et de la culture de la paix.

Objectif de cette formation :

- Former un être humain libre, solidaire et non-violent, qui donne direction et sens à sa vie, qui soit capable d'agir sur son propre destin et de lutter au niveau social pour des conditions (éducation, santé, qualité de vie, égalité, justice, paix et cohabitation pacifique) qui permettent à chaque individu d'évoluer sans entrave.
- Construire une nouvelle force morale qui serve de référence sociale et individuelle dans leur milieu social et environnement personnel à s'engager sur le chemin des valeurs de solidarité, de non-violence, de justice et d'égalité de tous les êtres humains et à avoir un comportement en accord avec ces valeurs.

Impacts de l'action de non violente:

L'application de la non-violence active a pour conséquences de se projeter dans le futur avec enthousiasme, en donnant à la vie un sens constructif et de produire des changements positifs et encourageants dans la société.

L'action non-violente se manifeste dans la vie personnelle par un changement d'attitude et au niveau social par :

- Une solidarité chaleureuse vis à vis des autres,
- La prise en charge des difficultés et conflits rencontrés dans la société,
- L'expression et un positionnement clair face aux injustices,
- La découverte du plaisir de s'organiser avec d'autres pour une cause valable,
- Le refus d'être complice de la violence, voire même par la désobéissance aux ordres et obligations qui causent préjudices à l'être humain,
- Faire autre chose que ce que l'on critique.

Outils / ouvrages pédagogiques & références biographiques de la documentation de formation:

Les formateurs de la FEPADE ont utilisé et fait la collection des livres ci-après en enseignant et dispensant la "**formation de Culture de non-violence active**" visant de proposer des repères conceptuels, historiques et thématiques pour réfléchir et agir dans l'esprit de la non-violence et culture de la paix entre les communautés et populations congolaises et étrangères vivant dans les Zones de Fizi, Région du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC).

1. Délégitimer la violence, par Jean-Marie Muller, avril, 2004, ouvrage de 40 pages

Une réflexion philosophique essentielle de Jean-Marie Muller sur la violence pour mieux comprendre la nécessité de la non-violence.

2. Découvrir la non-violence, octobre, 2005, ouvrage de 48 pages

Une brochure pédagogique illustrée pour découvrir la non-violence dans toutes ses dimensions : philosophiques, politiques, éducatives, culturelles.

3. Henri David Thoreau, précurseur de la désobéissance civile, par Alain Refalo, Février, 2006, ouvrage de 56 pages.

Henri David Thoreau, écrivain américain atypique, a profondément influencé Gandhi et Martin Luther King grâce à un texte fondateur : "Du devoir de désobéissance civile" (1848). Ce texte a connu un destin exceptionnel dans l'histoire de la non-violence.

4.. Choisir la non-violence pour rendre possible un autre monde, par Jean-Marie Muller, Septembre, 2006, ouvrage 56 pages

Cette brochure présente plusieurs textes récents de Jean-Marie Muller qui apporte un éclairage intéressant sur les possibilités de la non-violence pour faire face aux défis de nos sociétés.

5. Gandhi sage et stratège de la non-violence, par Jean-Marie Muller et Alain Refalo, Novembre, 2007, ouvrage de 90 pages.

Une brochure qui permet de se faire une juste idée de la philosophie de la non-violence de Gandhi. Analyses, éclairages historiques et textes de Gandhi constituent une bonne approche de l'action non-violente du libérateur de l'Inde.

La situation actuelle de la violence dans la République Démocratique du Congo:

La République Démocratique du Congo (RDC) est une société injuste et inhumaine qui génère de plus en plus de violences : physiques, (guerres, rebellions, groupes armés, violence et exactions humaines), économiques (exploitation, chômage, pauvreté), sexuelles (violences envers les femmes), raciales (discriminations des réfugiés Burundais, Angolais, Rwandais et/ou autres minorités, xénophobie et homophobie), religieuses (fondamentalismes : musulmans et protestants), morales et psychologiques (différents types de peurs, découragements, non sens, insultes). Ces violences provoquent de plus en plus de souffrance et cette souffrance produit à son tour de la violence (violence familiale, disputes, méfiances, repli sur soi, non communication, maladies, dépressions, alcoolisme, suicide).

La violence, problème fondamental actuel et plus particulier au Congo depuis et après les guerres, se développe dangereusement dans la société et envahit tous les domaines de la vie. Il ne s'agit pas seulement de la violence physique, telle que la guerre, la torture, les attentats, les assassinats ou les agressions. On constate aussi une violence économique, qui s'exprime par l'exploitation, le chômage, le travail précaire, les inégalités salariales, l'endettement, la misère, la famine, le travail des enfants, etc. La discrimination, la ségrégation et la xénophobie sont des violences raciales. Le fanatisme, le fondamentalisme, l'intolérance, sont des violences religieuses. Le chantage, la pression, le manque de communication, l'isolement, la résignation... sont des violences psychologiques. La discrimination des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des homosexuels, des malades ou des handicapés est aussi une violence.

Cette violence a envahi tout le système social et les relations humaines (au travail, dans la famille, le couple, le village, le quartier...)

2. Formation à la démocratie et bonne gouvernance

2.1 Formation citoyenne pour la paix et démocratie (FCPD)

La **FCPD** consiste à former les populations locales comme un exercice des droits fondamentaux et sociaux par l'entremise d'une éducation citoyenne et démocratique ou un outil d'insertion civile.

Une expérimentation sur les territoires de Fizi et d'Uvira :

Dans ce contexte, une série de sessions et de formations a été élaborée, organisée et expérimentée. Elle a réuni une vingtaine de personnes sur les quartiers de Kazimia, Baraka et Fizi centre. Basée sur des méthodes pédagogiques différentes des approches habituelles, cette formation a permis notamment d'aborder des questions citoyennes, civiques, civiles, juridiques, démocratiques, pacifique et économique en parlant sur l'identité congolaise, autonomie, facteurs de l'insécurité, chômage, pillage de ressources naturelles nationales, corruption et mauvaise volonté politique et indiscipline militaire de la force armée nationale et policière.

Pour la réalisation efficace de cette activité, La **FCPD** a mis en vigueur une éducation populaire pour tous (**EPS**) visant la transformation sociale et mentale de la population en rendant accessible formatif et éducatif à tous, par la conception de nouvelles actions et perspectives de l'accès pour tous à l'exercice de la citoyenneté, et le programme de la participation et fracture sociale (**PFS**) visant à identifier les déterminants d'une situation d'échec récurrente : l'absence dans les processus de participation des populations les plus exposées à la fracture sociale. Pour ce faire, PFS organise la confrontation, échange et participation active de différentes couches sociales pour dépasser cet échec, en faisant le dialogue entre les élus et des habitants- militants, des techniciens de collectivités, notabilités, pasteurs, chefs traditionnels et politiques et des professionnels de l'éducation populaire et citoyenne .

Nous joignons le module de la formation pour l'éducation citoyenne et démocratique en pièce jointe pour d'amples renseignements et vous trouverez les ouvrages consultés pour la préparation de matière de la formation.

2.2 Formation de la bonne gouvernance :

Malgré la définition officielle de la bonne gouvernance s'avère très éloignée de la réalité dans bon nombre de nations et plus particulièrement dans la République Démocratique du Congo. La bonne gouvernance présente 8 caractéristiques majeures: «elle repose sur la participation, recherche le consensus, se montre responsable, transparente, réactive, effective et efficace, équitable et inclusive, et respecte l'État de droit». Définie de la sorte, la bonne gouvernance semble un idéal lointain inatteignable. Cependant, qu'elle soit idéaliste ou réaliste, une chose est certaine: la bonne gouvernance est indispensable pour le développement durable.

Dans la promotion de la bonne gouvernance, la FEPADE joue un rôle de premier plan en formant les leaders administratifs, politiques, civils et religieux locaux et soutenant les initiatives des sociétés civiles et du gouvernement national. L'appui et formation au renforcement des capacités dans le but d'améliorer la gouvernance locale administrative

dans les secteurs privés et publics, surtout dans les entités administratives et de l'administration publique sont mis en œuvre par notre organisation aujourd'hui grâce à l'appui financier de WACC- Canada. Par exemple : appui-conseil à l'organisation d'élections municipales, provinciales et parlementaires.

En République Démocratique du Congo (RDC), la promotion de la bonne gouvernance apparaît aujourd'hui comme le socle de la consolidation des acquis démocratiques et socio économiques. Au cours de la dernière décennie, le pays ne s'est pas considérablement démocratisé suite au régime dictatorial de Marechal Mobutu. Cependant, compte tenu du contexte général marqué par une situation de la violation des droits humains et de pillage de l'économie nationale, la relative jeunesse des institutions politiques pluralistes, le faible niveau de culture démocratique et un environnement local, régional et national perturbé, les acquis restent fragiles, d'où la nécessité, de former des leaders civils, administratifs et religieux s'avèrent indispensable, a fin de les consolider tant dans leur cohérence d'ensemble. L'appui au processus de la promotion d'une bonne gouvernance démocratique doit se traduire à travers plusieurs interventions portant sur les lignes de services suivantes :

- Développement, parlementarisme et élections démocratiques pluralistes
- Systèmes et processus électoraux
- Justice et droits de l'homme
- Décentralisation, gouvernance locale et développement rural et urbain
- Reforme de l'administration publique et lutte contre la corruption.

La FEPADE se met à l'œuvre pour faire de la notion de gouvernance démocratique une réalité et contribuer de cette manière aux objectifs du Millénaire pour le développement. Et ses leaders et formateurs sont déterminés que la bonne gouvernance démocratique est un concept qui doit s'appliquer aux sphères sociale, économique, environnementale et Politique d'un pays. Dans une approche large, la gouvernance démocratique comprend des problématiques aussi diverses que: le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'accès pour tous à la justice, l'accès aux services sociaux de base, la promotion de la croissance économique et de la cohésion sociale dans un climat favorisant l'investissement privé et de la lutte contre la corruption, pauvreté, l'accès à l'information et participation de l'augmentation de l'appropriation.

Outils /ouvrages pédagogiques & références biographiques de la documentation de formation de la bonne gouvernance :

1. Médias et bonne gouvernance, par Barry James, Paris-France, Livre de l'UNESCO 2005, nombre de pages 70.

2. Un nouvel ouvrage de référence sur la gouvernance, 2005, par Canadien Thierry Dorval, avocat chez Ogilvy Renault

3. Le Livre blanc de la gouvernance européenne, par la Commission Européenne. Ainsi, l'expression "gouvernance européenne" désigne les règles, les processus et les comportements qui influent sur l'exercice des pouvoirs au niveau européen,

particulièrement du point de vue de l'ouverture, de la participation, de la responsabilité, de l'efficacité et de la cohérence. Ces cinq « principes de la bonne gouvernance » renforcent ceux de subsidiarité et de proportionnalité.

Dans son Livre blanc de la gouvernance européenne, la Commission dit que celui-ci porte sur la manière dont l'Union utilise les pouvoirs qui lui sont conférés par ses citoyens.

4. Gouvernance et gouvernométrie, octobre, 2007, par Aboubacar Ismael Yenikoye, Université Abdoumoumouni de Niamey (L), Ouvrage de 164 pages.

5. Gouvernance et libertés locales, pour une renaissance de l'Afrique, 2007 par Soungalo Ouattara, Soumana Sako (Préfacier), Doulaye Konate (Postfacier), Louis Millogo (Postfacier), ouvrage de 242 pages

3. Formation à la décentralisation et la gestion des entités de base

La décentralisation est aussi considérée comme un modèle de partage du pouvoir politique et elle est également mode d'organisation et d'administration territoriale. A ce titre, le thème de la décentralisation trouve très tôt sa place dans les revendications sociopolitiques qui marquent la fin des années 80. Mais la décentralisation n'est pas seulement une revendication d'ordre interne. Les institutions et organisations de société civile y voient également un moyen supplémentaire d'améliorer la gouvernance en Afrique. Et les partisans internes et externes de la décentralisation y voient un adjuvant de la démocratisation et un catalyseur du développement. On peut aussi considérer que la décentralisation est à l'ordre du jour de toutes les réformes du secteur public dans les pays en développement. Il n'est en effet aucun programme de réduction de la pauvreté et de chômage.

D'une manière générale, la décentralisation a été motivée par des raisons politiques sur le continent africain dans les années quatre vingt et dix, la propagation du multipartisme aurait créé une demande pour une plus grande participation du niveau local dans la prise de décision. Dans les cas extrêmes, la décentralisation aurait constitué une tentative désespérée de garder le pays uni, par exemple en République Démocratique du Congo (RDC), la décentralisation aurait été une composante essentielle de la démocratisation après 1990. Et on peut invoquer les raisons suivantes pour justifier les réformes décentralisatrices durant l'époque de défunt Président Mobutu et celle-ci de Président Joseph Kabila sous les grains de la population:

- La forte demande de participation de toute population sans aucune discrimination aux programmes de gouvernement national visant les administrations provinciales et locales autonomes,
- La lutte contre le système dictatorial et pression sur la séparation de pouvoir public (législatif, judiciaire et exécutif) aux autorités politiques,
- Pillage et détournement de la richesse nationale et déplacement des capitaux du pays vers l'occident par les tenants du pouvoir public, et
- L'échec de gouvernement central en matière de développement social, économique, culturel, éducatif et technologique,

La décentralisation doit nécessairement instaurer la compétition entre les gouvernements locaux, donnant ainsi le choix aux citoyens de leur milieu de vie, et de permettre l'expérimentation de mesures dans les centres pilotes pour le progrès tant local, provincial et national. La FEPADE coopère aussi avec de nombreuses ONG et associations du barreau afin de promouvoir les droits de l'homme et l'accès à la justice, ainsi qu'avec les acteurs politiques du gouvernement, afin de renforcer les efforts de décentralisation, de donner aux citoyens le droit de s'exprimer et de favoriser la responsabilisation des autorités locales (territoriales, communales-municipales et provinciales).

De ce point, la volonté et participation politique sont le principal enjeu, sur la régularité et l'honnêteté du processus électoral étant mises en cause. La performance des gouvernements locaux ne doit pas systématiquement être handicapée par le transfert des responsabilités sans tenir compte des ressources requises pour les assumer. Les autorités locales ont l'autorité légale pour lever des taxes et les gérer financièrement d'une manière collégiale et transparente pour le bien être social de la population locale.

Pour réussir la politique de la décentralisation et gestion des entités de base, les formateurs et coordination de la FEPADE ont proposé la mise en application de ceux qui suivent :

- Formation professionnelle continue de leaders administratifs et civils par la mise en place de la possibilité de financement adéquat aux responsabilités des associations de la société civile (ONG, OB, O.A),
- Les leaders des gouvernements locaux doivent connaître les coûts de la livraison des services, de façon à prendre des décisions objectivement éclairées et précis,
- Les citoyens / communautés doivent avoir la possibilité d'exprimer leurs préférences d'une façon qui lie les décideurs politiques,
- Les leaders locaux doivent aussi y avoir un système de reddition de comptes basé sur le caractère public et transparent de l'information, de la gestion et de l'anti corruption.

Outils /ouvrages pédagogiques & références biographiques de la documentation de formation de la décentralisation et gestion des entités administratives:

1. Annuaire de la décentralisation en Afrique, Edition 2005, par Fatima Coulibaly ,
Thématique: Établissements humains.

2. Gestion administrative, édition 2006, ouvrage de 112 pages

Catégorie A - Organisation, information, communication, optimisation des tâches

L'épreuve de " gestion administrative " est présente dans plusieurs concours et notamment aux concours d'attaché territorial. La gestion administrative est une matière qui touche à de nombreux aspects de la vie administrative. Elle permet d'appréhender les grandes problématiques auxquelles sont confrontés tous les types d'organisation.

Cet ouvrage, très clairement articulé, offre une vue d'ensemble des grands principes

régissant la gestion administrative. Son objectif est d'amener les candidats à mieux comprendre les règles de fonctionnement des organisations en termes de gestion des activités, de flux d'information et de communication car, tout comme les entreprises du secteur privé, les administrations de l'État et les collectivités territoriales font face à des évolutions décisives en matière de management, de nouvelles technologies et de transformation du cadre du travail.

Chaque grande partie de cet ouvrage est illustrée d'articles de presse offrant divers témoignages et réflexions sur les grandes réformes en cours dans ces domaines.

10. Le projet était-il réussi? (Si possible, donnez des indicateurs mesurables)

Le projet d'éducation citoyenne pour la Paix et la Dignité dans le Territoire de Fizi en République Démocratique du Congo a pratiquement réussi et donné un aperçu de la diversité des connaissances et actions menées, portées par les formateurs et participants au cours de toutes les formations organisées dans les différents villages respectivement ciblés par la coordination de la FEPADE par l'importance, planification et l'application de ce projet.

Les ouvrages/ textes de la consultation et documentation ont démontré la diversité et la richesse des actions portées sur le terrain dans le champ de l'éducation citoyenne, démocratie, paix, droits de l'homme, justice, décentralisation et gestion des entités administratives, en accord avec les principes et lois congolaises de la République Démocratique du Congo.

La classification par thèmes a été et est forcément simplificatrice, et soucieux de rendre les formations éducatives disponible et rapidement possible grâce aux compétences spéciales et générales de nos formateurs, sur base des rencontres, consultations, échanges propositions de thèmes et contenus de la formation entre les bénéficiaires, formateurs et agentes de la coordination de la FEPADE liées aux réalités du milieu vivrier et celles de la mondialisation.

L'objectif étant de fournir un outil solide de connaissance professionnelle aux 30 leaders administratifs de 9 groupements du territoire de Fizi et finalement le projet a formé **70 leaders territoriaux de notabilités, chefferies, collectivité, de groupements dont 40 hommes et 30 femmes**, souhaitant approfondir leur vision de l'éducation citoyenne, démocratie participative, procédures et systèmes de la décentralisation et gestion administrative dans un territoire, sur les informations documentées, expériences vitales et de réflexions, et en fonction de différents axes de travail et de l'expertise. Le résultat est très positif basé sur le réajustement de comportement humain, changement de la mentalité et le transfert de connaissances gratuites grâce à l'appui financier de WACC-Canada.

La formation de ce projet a également touché sur les axes suivants :

- L'éducation de la population à la paix, démocratie, de culture de la non violence active, au respect de droits de l'homme, pacification communautaire et des lois nationales,
- L'élargissement de l'accès à l'éducation et à la formation en matière de compétences de vie courante,
- La consolidation des capacités à dispenser une éducation pertinente et de qualité à tous les niveaux ;
- La création des conditions pour une coordination efficace des formations politiques et programmes d'éducation citoyenne;
- La rationalisation de la mobilisation et de l'utilisation des ressources disponibles tant humaines, financières et naturelles.

11. Bénéficiaires du projet

Ce projet de la formation a atteint un nombre de **70 leaders locaux dont 40 hommes et 30 femmes** venant des villages, groupements, notabilités et collectivités de la zone de Fizi (territoire de Fizi) moyennant des expériences et qualifications variantes. La formation a été une initiative stratégique de premier plan au cours de l'année 2007-2008 et aucune formation de ce genre n'a été déjà organisée dans le territoire de Fizi, région du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, pour former et outiller les administrateurs politiques et fonctionnaires civils, coutumier et religieux de la fonction publique et les bénéficiaires ont recueilli et revêtu des formes très diverses.

Le projet vise la formation de 30 leaders locaux comme bénéficiaires directs et généralement 40 autres personnes ont bénéficié de ce projet au titre de bénéficiaires indirects, ce qui a fait un total de 70 personnes formées de ce présent projet durant toute son opérationnalisation et exécution, et finalement la FEPADÉ est fierté de cette importante et précieuse réalisation.

12. Comment ont réagi les bénéficiaires aux activités du programme? Quels étaient les impacts du projet et les différents effets sur les femmes et les hommes ayant pris part au projet?

La formation a été bien accueillie pour tous les bénéficiaires que ce soient hommes et femmes sans aucune distinction du genre. La première réaction était de démontrer leur motivation et participation active en appréciant communément et humblement la tenue de cette sorte de projet dans leur territoire et au profit de la population locale en général de la zone de Fizi. Les bénéficiaires ont valablement exprimés que le projet consiste un besoin bine ressenti au bon fonctionnement du territoire et ses leaders, et ils ont aussi souligné qu'elle couvre une part importante de la mise à niveau de connaissances professionnelles et ils sont promis que les compétences acquises doivent généralement servir d'une large proportion de la population dans tout le respect, toute dignité, loyauté et équité.

Il convient de savoir que les formés ont en suite sollicité une formation continue sous forme de **recyclage** et selon les formateurs de la FEPADE ont constaté qu'il s'agit la nécessité de ré améliorer, réexaminer, réévaluer et recycler en terme de la formation accélérée les connaissances transmises et partagées au sein de bénéficiaires et de suivre minutieusement leurs impacts sur terrain ou dans le champ du travail et d'adopter une évaluation régulière et éventuellement une approche différentielle fondée sur la visitation, viabilité, efficacité et participation opérationnelle au sein de bénéficiaires de la formation.

La formation de recyclage et ses activités itinérantes visèrent à renforcer et accroître les compétences en cas de transfert de connaissances et implémentations des valeurs humaines aux clientèles locales (population) ou d'actionner délibérément l'impact des atouts de la formation et à servir dans des délais et temps raisonnables les besoins nécessaires de la population.

Pour réaliser cette formation de recyclage, la FEPADE prévoit le plan de la continuité des activités de la réalisation sous les éléments suivants :

- L'identification et l'approbation des responsabilités administratives et des procédures à suivre pour assurer la continuité aux thèmes choisis par les bénéficiaires;
- L'identification de suggestions et propositions au niveau d'information et de services acceptables par les bénéficiaires;
- Les procédures de formation, communication, méthodologie et exploitation de thèmes et les plans de relève à mettre en place pour assurer la formation pertinente et la réalisation adéquate au profit de bénéficiaires,
- Le choix indépendant et volontaire de la documentation des ouvrages et livres retenus de la formation par les bénéficiaires en consultation avec les formateurs et les agentes de la FEPADE,
- La formation du personnel à la mise à l'essai de connaissances acquises de formation dans le milieu du travail (à la base).

13. Résultats et conséquences immédiats du projet: Qu'est-ce-que votre projet a réalisé et qu'est-ce-qui a changé?

Le projet a contribué à la formation et à l'émergence de renforcement de la capacité professionnelle des acteurs et administrateurs locaux et leaders de la société civile, en améliorant les droits, applications et fonctionnements de l'éducation citoyenne et de la démocratie et gestion participative par l'accès à l'information, à la documentation et à la justice et par le control et l'audit transparent de tous les secteurs administratifs du territoire de Fizi ou entités territoriales entre autres groupements, collectivités, notabilités et chefferies et en garantissant un changement mental et une transformation sociale et culturelle de la gestion et administration générale du territoire pour promouvoir un Etat de droit, de démocratie, de loi et d'éducation civique moderne.

Les séminaristes se sont convenus de travailler étroitement pour lutter contre la corruption, pauvreté, malversation économique et les taxes illicites imposées à la

population locale par les administrateurs territoriaux et locaux et en suite ils ont accepté et se sont décidé d'améliorer les systèmes administratifs faisant le blocage au développement harmonieux et intégré de la zone de Fizi et à ses habitants.

Grace à l'appui financier de **WACC Canada**, ce projet a pu former désormais 70 personnes au lieu de 30 leaders locaux comme planifié préalablement dans le projet, et cela approuve que le développement de ce projet ait été très magnifique et progressif au bien être de la clientèle cible (participants et participantes au cour de toutes les différentes sessions de la formation).

14. Evaluation

14.1 Quels étaient les résultats de l'évaluation du projet?

Durant l'exercice de ce projet, FEPADE a évalué l'efficacité et l'engagement de projet basé sur des résultats mesurablement viables, visibles, opérationnels et réalisables. Cela nous rejoint de la fierté et de la joie de dire que nos travaux au nom de toute équipée de la coordination de la FEPADE et ses agentes/ collaboratrices ont été bien terminés de façon impeccable et harmonieuse comme prévu malgré l'instabilité politique et économique dans la région du Sud-Kivu par les forces négatives Mai-Mai, Banyamulenge et rebelles du général dissident Laurent Nkunda. Et généralement nous avons réalisé autant que nous avons espéré pour ce projet. On avait l'habitude de chacune clôture de la session de formation de faire l'évaluation auprès de nos bénéficiaires et aussi organisé une réunion pédagogique avec les formateurs et les évaluateurs de la FEPADE. Cette méthode de travail nous est permise de recevoir les commentaires positifs de la part de nos séminaristes dans toute confidentialité et impartialité. Les bénéficiaires étaient très réceptifs à nos affiches d'évaluation qui ont été produites pour favoriser la communication, le dialogue, l'amélioration et correction du modèle d'enseignement et la transmission de cours par les formateurs sous surveillance et mouvance/vaillance de la FEPADE.

14.2 Quels étaient les défis, difficultés, et/ou échecs dans la réalisation du projet? Expliquez comment vous avez adressé ces sujets.

Bien que cette période de la formation de ce projet ait donné un peu d'espoir aux leaders locaux et à la population entière de Fizi en général avec l'éducation citoyenne de la paix, démocratie, décentralisation et gestion des entités territoriales dans le territoire, les situations politiques, financières et sociales n'ont pas permis à la FEPADE et à ses organismes associés de base de matérialiser totalement et globalement ses activités comme planifiés dans le projet par la coordination FEPADE et ses formateurs.

Les raisons ci-dessous sont expliquées :

- Insuffisance des ressources locales et externes dues à l'instabilité politique du pays,

- Déplacement massif de la population hors de leurs villages, centres et milieux respectifs et autres réfugiés en Tanzanie, Burundi et Rwanda,
- Ressources financières limitées pour faire face à un montant considérable des besoins de séminaristes pour leur formation professionnelle continue de recyclage, et
- Faible système de gestion de synergie et de réseau avec les autorités politiques, policières, militaires et aussi aux autres organisations de droits de l'homme laissant une grande quantité de travail à FEPADE pour effectuer ce genre d'activités sur ses propres moyens.

15. Autres commentaires, si vous en avez.

La FEPADE s'engage et continuera à fonctionner en connivence avec d'autres organisations sœurs de droits de l'homme de la zone de Fizi et celle environnante pour consolider, dynamiser et renforcer les efforts du changement mental, social, économique et culturel des leaders territoriaux locaux du territoire et ceux provinciaux pour le développement et l'autonomie de la population. On a réalisé que ce projet est outil fondamental et important dans la gestion et démocratie participative de la population basée sur l'éducation citoyenne et responsabilité civile partagée pour la décentralisation et gestion administrative dans l'ensemble de son système fonctionnel. La FEPADE inclue dans cette méthodologie que la justice pénale, civile et administrative sera une vaste gamme d'instruments législatifs, judiciaires et réglementaires que le territoire va utiliser pour résoudre les problèmes de pouvoir, de la gestion, de la loi, de la démocratie et de la juridique pour éviter la dégénération ou l'élasticité de conflits ou litiges gestionnaires au sein des lois territoriales (municipales).

Les évaluateurs de la FEPADE ainsi que son équipe de la coordination croient que les gains du présent projet de formation ont été généralement meilleurs en améliorant l'efficacité, l'efficacité, la dynamique et performance du système de l'administration et gestion territoriale opérationnelle dans l'objectif de procéder à des réformes modernes et appropriées touchant le changement mental et le développement harmonieux de la zone de Fizi au profit de sa population et au respect de droits sociaux, culturels, civils démocratiques, économiques et politiques et culturels. On dirait que tous les facteurs sont en sorte que ce projet dispose des outils idéaux pour jouer un important rôle d'agent dynamique de changement et de la transformation sociale de leaders territoriaux du territoire.

L'une des lacunes les plus évidentes à nos activités en est que le projet n'a pas eu le financement total comme y était planifié et demandé à l'organisme WACC Canada en raison d'un budget limité et de la contrainte financière.

16. Nom de la personne qui a soumis le rapport:

Mlle Mimi Sangani

Position: Coordinatrice

Date: 28 Juillet, 2008

Signature:



14